

**Conseil économique et social**

Distr. générale
27 mars 2013

Original: français

Commission économique pour l'Europe**Comité du commerce****Centre pour la facilitation du commerce
et les transactions électroniques****Dix-neuvième session**

Genève, 5 au 7 juin 2013

Point 5 de l'ordre du jour provisoire

Rapports des rapporteurs

**Rapport du rapporteur du CEFACT-ONU
pour l'Afrique (2012-2013)****I. Introduction**

1. La période 2012 – 2013 est une période de consolidation des initiatives et des travaux de l'Alliance Africaine pour le Commerce électronique (AACE). De nombreuses actions ont été conduites pour soutenir le développement du concept de Guichet Unique en Afrique et pour favoriser l'application des recommandations et normes du CEFACT-ONU en Afrique.
2. Le résumé des activités menées par le Rapporteur pour l'Afrique se présente comme suit:

II. Réunion du 5^{ème} comité exécutif de l'AACE, 3 et 4 mai 2012, Abidjan

3. L'Alliance africaine pour le commerce électronique (AACE) a tenu son 5^{ème} comité exécutif le 3 et 4 mai 2012, dans la salle de Conférence du Port Autonome d'Abidjan (Côte d'Ivoire).
4. Les pays suivants ont pris part aux travaux: Cameroun, Côte d'Ivoire, Ghana, Kenya, Madagascar, République démocratique du Congo, Sénégal, Tunisie et la Commission économique africaine des Nations Unies (UNECA) en qualité d'invités. Les absences excusées sont celles du Mali et de la Libye.
5. Les travaux ont abouti aux résultats suivants :
 - Examen et approbation de la demande d'adhésion du Kenya.
 - Validation du plan d'action et du budget sur la période 2012-2014.
 - Choix de Madagascar pour arbitrer le 6ème Comité exécutif.

- Ouverture des candidatures pour l'organisation de la 3^{ème} Conférence Internationale sur les guichets uniques: les termes de référence ont été transmis aux pays candidats avec comme préalable, la transmission d'une lettre d'intention officielle de leur gouvernement. Finalement, la candidature de Madagascar a été retenue et cette manifestation est programmée au mois de septembre 2013.
- Convocation de la première réunion de la Task Force qui s'est tenue à Dakar dans la première quinzaine du mois de juillet 2012 pour la concrétisation des projets de l'AACE.

III. Travaux de la Task Force à Saly (Sénégal), juillet 2012

6. En recommandation des conclusions du 5^{ème} Comité exécutif, la Task Force de l'AACE composée du Cameroun, Ghana, Maroc, République démocratique du Congo et Sénégal, s'est réunie du 12 au 20 juillet 2012 à Saly (Sénégal), pour examiner les questions suivantes :

- finaliser les 3 guides identifiés par l'assemblée générale.
- élaborer les termes de référence des deux projets d'AACE.

7. Après quatre jours de travaux intensifs, les experts ont produit les projets de documents suivants :

- Le Guide de mise en œuvre de Guichet Unique.
- Le Guide pour la mise en œuvre du Paperless Trade.
- Le Guide de mise en œuvre pour l'échange des documents électroniques.
- Les termes de référence de l'étude de faisabilité pour la mise en place d'une autorité de certification.
- Les termes de référence du Projet de Certification Electronique des Documents Nationaux et internationaux (principalement la facture et certificat d'origine).

8. Le Comité exécutif a donné la priorité au Guide de mise en œuvre de Guichet Unique, dont la publication est prévue en avril 2013.

IV. Réunion du 6^{ème} Comité exécutif de l'AACE, 10 octobre 2012 à Antananarivo (Madagascar)

9. La réunion du 6^{ème} Comité exécutif de l'AACE s'est tenue le 10 Octobre 2012 à Antananarivo, Madagascar. La rencontre a réuni une vingtaine de participants provenant des pays membres de l'AACE (Cameroun, Côte d'Ivoire, Ghana, Madagascar, Kenya, République démocratique du Congo, Sénégal et Tunisie).

10. Les travaux ont abouti aux conclusions et recommandations suivantes:

- (a) Faire un business plan pour le renforcement du Secrétariat de l'AACE, ce document permettra d'avoir une meilleure visibilité sur les principales sources de financement du Secrétariat ;
- (b) Soumettre à la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA-ONU)/le Centre africain pour la politique commerciale (CAPC) la proposition de projet pour le financement des activités ci-après :
- Finalisation et publication du Guide de mise en œuvre de Guichet Unique en Afrique ;

- Organisation des ateliers de sensibilisation sur la mise en œuvre de Guichet Unique;
- Mener deux expériences pilotes (Sénégal/Mali et Cameroun/Tchad) pour matérialiser le potentiel de développement du commerce transfrontalier à travers les guichets uniques;

(c) Valider la demande d'adhésion de la Tunisie en qualité de membre de droit.

11. En marge de cette réunion du 6^{ème} Comité exécutif, l'AACE a organisé en partenariat avec la Douane Malgache, le 11 et 12 octobre, un atelier sur la mise en œuvre des Guichets Uniques en Afrique sous le thème «Guichet Unique et Facilitation des échanges: les défis de l'Afrique». Cet atelier a enregistré la participation d'une cinquantaine de participants venus de 18 pays différents (Afrique du sud, Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Ethiopie, Ghana, Kenya, Madagascar, Malawi, Mali, Mozambique, Nigéria, Sénégal, République du Congo, République démocratique du Congo, Tanzanie, Tunisie, Singapour).

12. Durant les travaux les questions suivantes ont été abordées :

- les nouveaux enjeux de la facilitation des échanges.
- les Guichets Uniques en Afrique : les expériences nationales.
- les défis de la mise en œuvre des Guichet Uniques.
- les sources de financement des Guichets Uniques.
- les enseignements à tirer pour l'avenir.

13. Une table ronde sur les questions relatives (a) à la recherche d'un consensus autour du concept de Guichet Unique (GU), (b) aux performances du Guichet Unique et (c) aux évolutions nécessaires pour la prochaine décennie, a permis d'avoir des discussions interactives et enrichissantes sur le sujet.

V. Rapprochement avec d'autres organisations internationales

A. CEA-ONU/CAPC

14. L'AACE a été invité pour la deuxième année consécutive, à participer à la réunion annuelle du Conseil d'administration du Centre africain pour les politiques commerciales (CEA-ONU/CAPC) qui s'est tenue le 3 et 4 décembre à Debrezeit (Ethiopie).

15. A l'issue de cette réunion, l'ATPC a réaffirmé son soutien continu à l'AACE qu'il considère comme une de ses contributions les plus concrètes à l'agenda «Aid for Trade». L'appui financier d'ATPC à l'AACE a été confirmé dans le budget 2012-2013 pour un montant de 100.000 USD destiné au financement des activités de promotion du concept de Guichet Unique en Afrique. Il permettra la réalisation des projets suivants :

- Produire, publier et promouvoir le guide sur la mise en œuvre des guichets uniques en Afrique.
- Tenir dans les différentes commissions régionales économiques cinq ateliers nationaux et régionaux de sensibilisation sur les bonnes pratiques en matière de mise en œuvre de guichet unique en Afrique.
- Mettre en place des projets pilotes avec des pays volontaires dans deux commissions régionales économiques différentes pour faciliter le passage aux frontières.

B. Banque Africaine de Développement

16. La Banque Africaine de Développement a organisé la semaine du 10 décembre 2012 à Tunis, un atelier pour renforcer la connaissance de ses cadres sur les questions de facilitation du commerce. Cette rencontre a été l'occasion de présenter aux cadres de la Banque le concept de Guichet Unique et la situation du continent sur cette question. Les nombreuses questions démontrent tout l'intérêt que la Banque accorde à ces questions.

C. Banque Islamique de Développement

17. L'AACE a rendu visite à la Banque Islamique de Développement, le 19 et 20 décembre 2012, pour présenter ses projets et discuter des opportunités de partenariat. La Banque s'intéresse beaucoup au concept de Guichet Unique et à la facilitation des échanges en général.

18. Tous les projets de l'AACE ainsi que les exemples du Sénégal et du Cameroun ont été présentés aux principaux responsables de la Banque en charge des questions liées à la facilitation des échanges.

D. L'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA)

19. Pour contribuer à améliorer la circulation des marchandises dans l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA) et son attractivité pour les investisseurs surtout étrangers, GAINDE 2000 s'est rendu au siège de l'Union à Ouagadougou pour présenter deux projets:

(a) Le projet de mise en place du portail du commerce extérieur de l'UEMOA: le portail représente une place de marché *B to B* pour les acteurs économiques à la recherche d'informations pratiques sur les prestations liées à leurs activités. Il comprend un simulateur des formalités du commerce extérieur et des droits et taxes, les statistiques du commerce extérieur, le répertoire des acteurs et, offre également des services de publicité;

(b) Le projet de mise en place d'une plateforme d'échange des certificats d'origine (CO) dans l'UEMOA: Le projet vise à faciliter les échanges commerciaux dans la zone UEMOA grâce à la libre circulation des marchandises dont l'origine communautaire est attestée. L'authentification et la mise à disposition des certificats d'origine à temps réel pour toutes les parties prenantes permettront de réduire, voire de supprimer, les tracasseries frontalières aux quelles les opérateurs économiques sont souvent confrontés.

20. Ces deux projets ont été bien accueillis par la Commission de l'UEMOA à travers M. Christophe DABIRE, commissaire en charge du département du marché régional, du Commerce, de la Concurrence et de la Coopération (DMRC). Il a été retenu d'aborder ces projets dans le cadre du programme de facilitation régional qui sera discuté avec la Banque Mondiale.

E. Pan-Asia Alliance for eCommerce (PAA)

21. L'AACE et le PAA ont retenu le principe d'une collaboration plus active depuis la création de l'AACE en 2009. Lors de son Comité exécutif tenu à Yogyakarta (Indonésie) en Septembre 2012, le Président de l'AACE a été invité à y prendre part. Il a présenté l'AACE et les axes de collaboration envisagés entre les deux organisations. Un projet de Mémoire d'accord est en cours d'examen par les deux organisations. Cette coopération devrait permettre le partage des expériences, des solutions et l'adoption de projets-pilotes entre les deux régions.

VI. Les projets en cours ou en perspectives

A. Publication du Guide de mise en œuvre de Guichet Unique

22. A travers l'élaboration et la publication de ce Guide, les différents pays qui ont des projets de mise en place des guichets uniques pourront bénéficier de l'assistance technique de l'AACE, avec la mise à disposition d'une base de connaissance sur les meilleures pratiques en matière de Guichet Unique en Afrique, mais également, la mobilisation de compétences africaines au profit des pays qui ont des projets de guichet unique.

B. Organisation d'ateliers nationaux de sensibilisation sur les guichets uniques

23. Les deux premiers ateliers se tiendront en Ouganda (21 et 22 mars 2013) et Burundi (25 et 26 mars 2013). Ensuite, suivront au mois de juin, les ateliers de sensibilisation en Egypte, au Niger et en Zambie.

24. La tenue de ces ateliers permettra :

- le partage des bonnes pratiques en matière de guichet unique entre les opérateurs de guichets uniques et les pays qui ont des projets dans ce domaine ;
- la sensibilisation des pays pilotes sur le concept de guichet unique régional ;
- l'extension d'AACE à d'autres pays grâce à l'enregistrement de nouvelles adhésions ;
- l'appropriation par les différentes commissions régionales économiques de la stratégie de mise en œuvre du guichet unique régional.

C. Recherche de nouveaux partenaires donateurs pour financer :

25. L'AACE est à la recherche de nouveaux partenaires pour assurer les actions suivantes :

- Extension des ateliers dans d'autres pays;
- Etude sur la mise en place d'une infrastructure pour mutualiser l'infrastructure de clés publiques (PKI) ;
- Renforcement du secrétariat de l'AACE pour organiser la diffusion des informations.

VII. Réunions africaines et régionales sur la facilitation des échanges et le commerce électronique

A. Borderless Alliance Conference Burkina Faso

26. Du 25 au 27 septembre 2012, s'est tenu à Ouagadougou le Symposium biennale Translog Africa, dédié au transport et à la logistique en Afrique, et a été organisé conjointement par le Conseil Burkinabé des Chargeurs (CBC) et HAROPA, le Groupement d'intérêt économique qui rassemble les ports du Havre, de Rouen et de Paris. Le thème retenu pour cette 3ème édition était: "Transport en Afrique, comment promouvoir la chaîne logistique dans le contexte économique, financier et technologique actuel» avec les trois sous thèmes suivants:

- (a) Environnement Economique, Financier et Technologique: impacts sur les Transports en Afrique;
- (b) Optimisation de la desserte maritime et portuaire de l'Afrique;

(c) Promotion de la logistique au profit des pays sans Littoral.

27. Pour une première participation, le GIE GAINDE 2000 a animé un stand dans l'espace d'exposition et est intervenu dans le cadre d'une présentation portant sur : "Guichets Uniques du Sénégal, de l'automatisation à la dématérialisation des formalités du commerce extérieur".

B. Forum de haut niveau sur la facilitation du commerce et les Guichets Uniques pour une meilleure Coopération Economique Régionale (Casablanca).

28. Les 25 et 26 février 2013 s'est tenu à Casablanca (Maroc) le «Forum de haut niveau sur la Facilitation du Commerce et les Guichets Uniques pour une meilleure Coopération Economique Régionale». Organisé par la Corporation Internationale Islamique du financement du commerce (CIFC) et le Centre Islamique pour le Développement du Commerce, cet atelier avait pour objectif de réunir tous les pays membres de l'Organisation de la coopération islamique (OCI), afin de discuter sur le projet de mise en place d'un Guichet Unique régionale de ses pays membres. Ainsi, cette rencontre a permis aux différents pays de présenter leurs expériences nationales et d'échanger sur les défis et entraves de la facilitation du Commerce entre les Etats membres de l'OCI.

VIII. Conclusions et recommandations

29. Pour la période à venir, il s'agira principalement de consolider l'Alliance Africaine et de construire des projets-pilotes solides à l'intérieur des régions économiques africaines.
